



COMMUNE DE SAINT-SULPICE
MUNICIPALITÉ

PRÉAVIS N° 15/18
AU CONSEIL COMMUNAL

**NOUVEAUX STATUTS DE L'ORGANISATION RÉGIONALE
DE LA PROTECTION CIVILE RÉGION OUEST-LAUSANNOIS**

Saint-Sulpice, le 26 novembre 2018

**NOUVEAUX STATUTS DE L'ORGANISATION RÉGIONALE
DE LA PROTECTION CIVILE RÉGION OUEST-LAUSANNOIS**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1. OBJET

Par le présent préavis, le Comité directeur ORPC ROL :

- informe les Conseils communaux que les statuts actuels de l'Organisation datant de 2004 sont désuets et ne sont plus en conformité avec la loi sur les communes,
- propose l'approbation des statuts de l'ORPC Région Ouest-lausannois (ci-après ORPC-ROL) faisant mention des 8 communes membres et du remplacement de la formulation « Assemblée régionale » en « Conseil Intercommunal ».

2. BASES

- La loi sur les communes du 28 février 1956 (LC, RSV 175.11)
- La loi sur l'exercice des droits politiques du 16 mai 1989 (LEDP, RSV 160.01)
- La loi cantonale d'exécution de la législation fédérale sur la protection civile du 11 septembre 1995 (LVPCi, RS 520.11)
- Le règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979 (RCCom, RSV 175.31.1)

3. PRÉAMBULE

La procédure qui règle l'approbation des statuts pour les associations intercommunales est définie dans l'article 113 de la loi sur les communes, tel que retranscrit ci-après :

Art. 113 Approbation

1 Les statuts, élaborés d'entente entre les municipalités, doivent être soumis au vote du conseil général ou communal de chaque commune.

1^{bis} Avant d'adopter les statuts de l'association avec les municipalités des communes parties, la municipalité soumet l'avant-projet de texte au bureau du conseil, qui nomme une commission.

1^{ter} La commission nommée adresse à la municipalité sa réponse à la consultation.

1^{quater} La municipalité informe la commission de la suite donnée à ses prises de position dans le cadre du processus d'adoption du projet par les municipalités.

1^{quinquies} La présente procédure s'applique également en cas de modification des statuts dans le cas où le conseil communal ou général est compétent, selon l'article 126, alinéa 2 de la présente loi.

1^{sexies} Le projet définitif de statuts présenté au conseil par la municipalité ne peut être amendé.

2 Après que chaque commune a adopté les statuts, ceux-ci sont soumis à l'approbation du Conseil d'État qui en vérifie la légalité. L'approbation est publiée dans la Feuille des avis officiels. La publication fait partir les délais légaux pour un éventuel dépôt d'une demande de référendum ou d'une requête à la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal.

3 L'approbation du Conseil d'État donne existence légale à l'association et confère à celle-ci la personnalité morale de droit public.

En particulier, l'article 113^{sexies} précise que les statuts présentés ne peuvent qu'être acceptés ou refusés, mais non pas amendés.

4. INTRODUCTION ET HISTORIQUE

Les statuts actuels de l'ORPC-ROL et le Règlement de l'Assemblée régionale ont été validés par l'Assemblée régionale le 29 juin 2004 puis par le Conseil d'État en septembre 2004.

Le 21 mars 2007, le Conseiller d'État en charge de la Protection civile a lancé le projet de modification de la loi de protection civile devant les représentants des Comités directeurs et les commandants des Organisations régionales de protection civile. Un nouveau découpage territorial de la région lausannoise a été nécessaire et a débouché sur l'intégration, dès 2012, de la commune de Prilly dans l'ORPC-ROL, celle-ci comprenant ainsi les huit communes du district de l'Ouest lausannois.

Récemment la loi sur les communes et la loi sur l'exercice des droits politiques ont été adaptées/modifiées.

Tenant compte de ce qui précède, une modification et une réactualisation des statuts sont ainsi devenues nécessaires.

5. MODIFICATIONS PROPOSÉES

En préambule, il est à noter que le Service de Sécurité Civile et Militaire (ci-après SSCM) exige au plus vite la mise à niveau proposée.

Le projet de document a été élaboré sur la base de statuts acceptés récemment par le Conseil d'État et remis par le Service des communes (ci-après SCL).

Consultés, les services juridiques du SCL et du SSCM ont validé la proposition de statuts de l'Association Intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection civile de l'Ouest lausannois. Ceux-ci comprennent les modifications suivantes :

- l'ajout comme membre de l'Association de la commune de Prilly ;
- le remplacement de formulation de l'organe « Assemblée régionale » par « Conseil Intercommunal » ;
- la réactualisation, mise en conformité avec la loi sur les communes, de plusieurs articles.

6. ASPECTS FINANCIERS

La mise en vigueur des deux nouveaux documents n'aura pas d'impact financier pour l'Organisation.

7. SUITE DU PROCESSUS

En l'état, les cinq premiers alinéas de la procédure ci-dessus sont terminés. Les huit commissions désignées par les bureaux des Conseils ont fait parvenir à leur Municipalité puis au Comité directeur leur rapport respectif. Début novembre, dans le cadre d'une séance extraordinaire, le Comité directeur a étudié toutes les suggestions ou remarques des commissions. Après une vérification de conformité auprès du Service des communes et une discussion au sein du Comité directeur, quelques propositions ont été retenues d'autres abandonnées.

En vertu de l'article 113 alinéa 1^{sexies} LC, le projet définitif des statuts présenté au Conseil par la Municipalité ne peut être amendé. L'entrée en vigueur desdits statuts est prévue au plus vite, dès leur approbation par le Conseil d'État.

L'approbation susmentionnée permettra ainsi au Comité directeur de l'ORPC, de soumettre de suite à l'approbation de l'Assemblée Régionale un nouveau règlement du Conseil Intercommunal de l'Organisation régionale.

8. CONCLUSION

En conclusion de ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SULPICE

- vu le préavis municipal n° 15/18,
- vu le rapport de la commission chargée de son étude,
- considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour,

DÉCIDE

d'accepter, tel que proposé, les statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile Région Ouest-lausannois (ORPC-ROL).

Adopté par la Municipalité en séance du 26 novembre 2018.

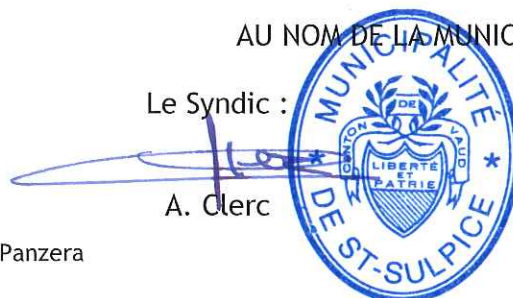
AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic :

A. Clerc

Le Secrétaire :

N. Ray



Délégué municipal : M. Marcel-André Panzera

Annexes :

1. Nouveaux statuts de l'ORPC-ROL
2. Comparaison de la version actuelle et de la nouvelle version des statuts
3. Synthèse des réponses aux remarques des commissions